

Unité départementale du Rhône

Villeurbanne, le 24/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCHIED Environnement Recyclage

45 route du petit Lac
69620 VAL D'OINGT

Références : UD-R-SSDAS-22-057-LL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2022 dans l'établissement SCHIED Environnement implanté 45 route du petit Lac 69620 VAL D'OINGT. L'inspection a été annoncée le 13/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHIED Environnement
- 45 route du petit Lac 69620 VAL D'OINGT
- Code AIOT dans GUN : 0010600190
- Régime : A
- Statut Seveso : non

La société SCHIED ENVIRONNEMENT RECYCLAGE, située 45 route du petit Lac, au VAL D'OINGT (69620), exploite une installation de récupération, de tri et de transit de déchets de métaux, de ferrailles et de véhicules hors d'usage (VHU). Elle accepte aussi des batteries au plomb et des déchets de bois en transit. Le site existe depuis 1978.

L'établissement occupe une surface totale de 5 800 m² et comporte un entrepôt d'une hauteur au faîtage de 8 m et d'une surface de 550 m² environ, dédié au stockage de métaux non ferreux et des batteries au plomb. L'extrémité sud du site est située à 30 m de la rivière Azergue, dont le lit majeur constitue le milieu récepteur des eaux de ruissellement du site, après passage dans un débourbeur - déshuileur.

Pour exercer ses activités soumises à la législation des installations classées, la société a d'abord

bénéficié en 1978 d'un arrêté encadrant son activité de « ferrailleur » (AP de février 1978). En 2009, s'est ajoutée l'activité de centre agréé pour la gestion des VHU. L'arrêté de 2009 affectait 8 000 m² à la rubrique 286, alors que la parcelle 0B085 ne mesure que 5600 m². Ni l'exploitant ni l'administration n'ont relevé cette incohérence par la suite, jusque la présente visite d'inspection.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2014 a défini un nouveau tableau de classement des activités suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées relatives notamment aux déchets (décret n° 2010-369 du 13 avril 2010). Cet arrêté a affecté 700 m² à l'activité extérieure couverte par la rubrique 2713 (ferraille), sans que l'exploitant exprime une demande précise de surface dans son courrier du 17 octobre 2012, dans lequel il demande à bénéficier de l'antériorité pour cette mise à jour des rubriques ICPE le concernant.

En 2015, suite à la visite d'inspection du 24 février 2015, un nouvel arrêté complémentaire est pris, ajoutant la rubrique 2791-2 DC pour une presse-cisaille à ferraille et VHU dépollués. Cet arrêté garde la surface de 700 m² affectée à l'activité extérieure de ferraille et précise que l'activité de gestion des VHU est limitée à 30 VHU présents sur site et à une surface maximum de 600 m².

En 2022, l'activité du site s'est développée tant sur la partie VHU que sur la partie ferraille et métaux. Le site a réceptionné 3 845 VHU en 2020, contre moins de 400 en 2012.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des hauteurs et quantités de stockage
- gestion des eaux de ruissellement
- gestion des fluides frigorigènes extraits des véhicules hors d'usage

A noter que cette inspection s'est faite en présence de gendarmes du Val d'Oingt, mobilisés pour l'opération Territoires propres.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Surface au sol affectée au stockage extérieur de ferrailles et volume concerné	Arrêté préfectoral complémentaire du 24 juillet 2015, Article 2, tableau des rubriques – rubrique 2713-2 à déclaration	/	Mise en demeure, respect de prescription délai 4 mois
Hauteur des tas et suivi du volume entreposé	Arrêté ministériel du 06/06/18 régime de la Déclaration, Annexe 1 article 3.5		Mise en demeure, respect de prescription délai 2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux d'eau	Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, article 4	/	Délai 4 mois
Analyses des eaux rejetées après passage en déboureur-déshuileur	AP du 17 novembre 2009, annexe 2	/	Délai 4 mois

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des Fluides Frigorigènes	Arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU, annexe 1.14		Délai 4 mois

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis à l'inspection de relever plusieurs non-conformités importantes justifiant la proposition au Préfet d'une mise en demeure (hauteur de stockage supérieure à 6m, surface et volume hors du cadre autorisé). Dans un délai de 2 mois (hauteur) et de 4 mois (surface), le site doit réduire ses stocks de ferraille pour revenir dans le cadre autorisé. Si l'exploitant souhaite accroître ses capacités de stockage de ferraille et passer au régime d'enregistrement pour la rubrique 2713, il prépare un dossier d'enregistrement.

La surveillance du rejet des eaux de ruissellement doit être revue.

L'Inspection a pu également être informée des projets de travaux menés par l'exploitant et apprécier sa volonté de régulariser sa situation administrative.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Surface au sol affectée au stockage extérieur de ferrailles et volume concerné

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 24 juillet 2015, Article 2, tableau des rubriques – rubrique 2713-2 à déclaration
Prescription contrôlée : La surface est de 700 m ² Volume maximum stocké : 710 m ³ de métaux : -Déchets métalliques et ferrailles : vrac 350 m ³ -Métaux non ferreux triés : 6 bennes de 30 m ³ -Métaux ferreux triés : 6 bennes de 30 m ³
Constats : L'Inspection a constaté un dépassement important des surfaces et quantités entreposées. La présence de 3 stockages distincts de ferraille pour une surface totale d'environ 1500 m ² et au moins 2 500 m ³ cumulé : au sud du bâtiment, au sud-est et Est du bâtiment, et en bordure sud du site. L'exploitant indiquant une surface de 1200 m ² cumulée. Le site est donc au-delà du seuil de la déclaration pour la rubrique 2713, qui est soumise à Enregistrement à partir de 1000 m ² . L'exploitant indique vouloir déposer un dossier d'enregistrement dans les prochaines semaines afin de réajuster la surface et les zones de stockage des ferrailles sous rubrique 2713. Il indique par ailleurs vouloir rénover la dalle imperméable du site et réaliser ces travaux avant fin août 2022.
Type de suites proposées : Mise en demeure, délai de 4 mois. L'exploitant réduit la surface allouée aux stocks de ferraille sous les 700 m ² autorisés ou bien il présente une demande d'enregistrement au titre de la rubrique 2713 s'il souhaite augmenter la surface allouée à cette activité au-delà de 1000 m ² .

Nom du point de contrôle : hauteur des tas et suivi du volume entreposé

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 06/06/18 régime de la Déclaration, Annexe 1 article 3.5
Prescription contrôlée : « L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. »
Constats : La hauteur des déchets non dangereux non inertes sur site ne doit pas excéder 6m. Le site comporte plusieurs stockages supérieurs à 6 m de hauteur, certains atteignant 9 m. De ce fait, plusieurs tas débordent du site au sud et à l'Est. Au sud, le caniveau prévu pour la collecte des eaux de ruissellement est recouvert de déchets sur la majeure partie de son linéaire. Un écoulement direct des eaux n'est pas exclu. L'exploitant indique un accroissement d'activité. L'Inspection rappelle la règle des 6 m à respecter ainsi que le respect des clôtures extérieures du site.
Type de suites proposées : Mise en demeure, délai de 2 mois pour le retour à la conformité

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux d'eau et conformité du point de rejet

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, article 4
Prescription contrôlée : « Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. »
Constats : L'exploitant a transmis un plan en date du 9 février 2022. Après vérification sur site par l'Inspection de l'emplacement du débourbeur-déshuileur et du sens d'écoulement des eaux en aval de celui-ci, il semble que le rejet se fasse directement dans la parcelle située en dessous, à 30 m de la rivière Azergues. L'Inspection constate que le plan transmis n'est pas à jour et que les modalités de rejet, directement dans le milieu naturel, doivent être réévaluées par l'exploitant selon les règles en vigueur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites. L'exploitant transmet dans un délai de 4 mois, un plan à jour ainsi qu'une Justification de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité du milieu (cf. Article 28 de l'Arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Nom du point de contrôle : Analyses des eaux rejetées après passage en débourbeur-déshuileur

Référence réglementaire : AP du 17 novembre 2009, annexe 2
Prescription contrôlée : fréquence d'analyse paramètres et substances analysées respect des valeur limite d'émission
Constats : L'exploitant indique effectuer lui-même les 2 prélèvements annuels, sans que l'Inspection ait pu vérifier les conditions réelles de prélèvement d'un échantillon. L'exploitant présente les deux dernières analyses semestrielles effectuées en date du 27 août 2021 et du 16 décembre 2020. Il déclare dans GIDAF les résultats. L'Inspection constate que les 3 paramètres suivis sont bien ceux fixés à l'annexe 2 de l'AP du 17 novembre 2009 mais qu'ils ne correspondent plus à l'activité du site. L'auto-surveillance des eaux est à revoir.
Type de suites proposées : Susceptible de sites. Dans un délai de 4 mois, l'exploitant propose à l'inspection les paramètres à surveiller, la fréquence, et les modalités du prélèvement annuel, en fonction des textes en vigueur relatifs aux rubriques 2712 et 2713 mais aussi en fonction de la caractérisation de son rejet. Il peut inclure sa proposition dans son dossier d'enregistrement pour la rubrique 2713.

Nom du point de contrôle : Gestion des Fluides Frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU, annexe 1.14
Prescription contrôlée : Les centres VHU, en tant qu'opérateurs des fluides frigorigènes (art. R543-76 al.6 du CE), doivent récupérer l'intégralité du fluide contenu dans l'appareil lors de l'opération de démantèlement (art. R543-88 du Code de l'Environnement). Pour la réalisation de cette opération, l'exploitant doit être en possession de deux types de documents : <ul style="list-style-type: none">• une attestation de capacité délivrée à l'installation par un organisme agréé. L'attestation de capacité n'est délivrée et maintenue que si l'entreprise dispose de l'outillage approprié, et que tous les techniciens amenés à manipuler des fluides sont titulaires de l'attestation d'aptitude ;• une attestation d'aptitude, délivrée à l'opérateur (personne physique), qui manipule les fluides frigorigènes. Sans attestation d'aptitude, l'attestation de capacité peut-être retirée (cf art.3 de l'AM du 30 juin 2008). En tant que titulaire de l'attestation de capacité, l'exploitant doit pour chaque type de gaz récupéré au cours de l'année civile, transmettre à l'organisme qui lui a délivré son attestation, les quantités de gaz (arrêté du 23 mai 2011, art. 2) : récupérées (dans les équipements hors d'usage) ; remise pour être traitées ; cédées à une autre entreprise certifiée ou un distributeur.
Constats : L'Inspection a constaté la présence et l'utilisation de l'équipement de retrait des fluides frigorigènes. L'exploitant a présenté les justificatifs de reprise de 3,2 kg de gaz en date du 13/11/2019 et de 12,7 kg en date du 7 février 2022. L'exploitant doit renouveler l'attestation de capacité du site, celle présentée datant du 9 février 2015 et d'une validité de 5 ans. S'agissant de l'attestation d'aptitude d'un opérateur, elle date de 2014. L'exploitant indique vouloir former un opérateur supplémentaire dans les prochains mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites. Dans un délai de 4 mois, l'exploitant transmet les nouvelles attestations : attestation de capacité du site et attestation du/ des opérateurs formés.